

## ÉDITORIAL

La Région Mulhousienne est un territoire en mutation rapide dont les bases économiques sont, elles aussi, en train de se renouveler.

Dans un tel contexte, notre Agence d'Urbanisme doit placer le développement économique parmi ses priorités d'action.

Elle doit, pour cela, partager les analyses avec tous ses membres. C'est précisément l'objet de ce numéro de la «Lettre» : faire connaître les résultats d'un travail réalisé pour la Maison de l'Emploi et de la Formation.

Qu'il me soit permis de remercier tous nos partenaires qui, par leur soutien, permettent à l'Agence de jouer son rôle : celui de partager la connaissance utile aux décisions publiques.

Bonne année 2008 !

Reynald BAVAY,  
Directeur de l'Agence d'Urbanisme

## Développement économique de la Région Mulhousienne : des atouts pour réussir

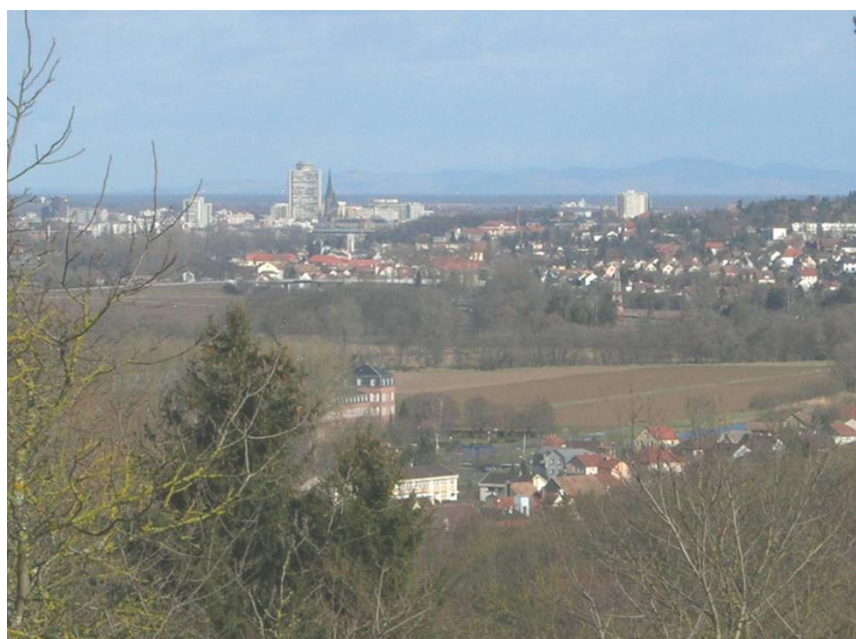


Photo : AURM

La Région Mulhousienne, engagée dans un processus de reconversion de son économie, dispose d'atouts majeurs qui, complétés et renforcés par les politiques de l'emploi et de la formation, garantiront une reprise riche en emplois durables sur l'ensemble de l'éventail des qualifications.

Cette politique passe par trois actions principales : l'adaptation de l'offre de formation, la flexibilisation de la main-d'œuvre et l'accompagnement dans le retour à l'emploi.

L'insertion dans une mondialisation, qui met en concurrence les territoires, invite par ailleurs à renforcer les dynamiques « endogènes » propres à amortir localement les fluctuations de la conjoncture économique. Cet objectif passe par le développement de la « matière grise » et de l'entrepreneuriat local. Il suppose de former et d'accompagner créateurs et repreneurs dans leurs projets.

Ce premier regard sur l'économie mulhousienne est issu des travaux de l'Agence d'Urbanisme menés avec la Maison de l'emploi et de la formation avec l'appui du Pays de la région mulhousienne et du Technopole.

### Sommaire

L'affirmation d'un territoire dynamique	p.2
Les caractéristiques de la reconversion	p.4
La nécessaire prise en compte des demandeurs d'emploi	p.6

# On assiste simultanément à l'affirmation progressive d'un territoire

## Une démographie à nouveau dynamique

Véritable ressource pour le territoire, la population augmente grâce à un taux de natalité supérieur à la moyenne. Son taux d'excédent naturel, synonyme de jeunesse et de dynamisme, tend à la singulariser en Alsace.

### Croissance naturelle et croissance migratoire

L'accroissement de la population totale s'élèverait à 0,6%, rattrapant l'accroissement de la population régionale (+0,67%) et départementale (+0,65%)

### Solde naturel

Avec un taux de natalité estimé à 13,6‰ en 1999-2006, l'excédent naturel pourrait rester à 0,56%, comme entre 1990-1999, alors qu'il serait de 0,39% en Alsace et de 0,32% dans le Haut-Rhin.

### Solde migratoire

Négatif durant deux décennies (-0,19% entre 1990-1999 et -0,46% entre 1982-1990), le solde migratoire est estimé à 0,04% pour la période 1999-2006 traduisant ainsi une amélioration de l'attractivité du territoire. Il resterait inférieur au solde migratoire de l'Alsace (+0,28%) et du Haut-Rhin (+0,33%).

## Les avantages d'une situation stratégique valorisée par une connectivité en constante amélioration

### Un carrefour transfrontalier à l'accessibilité renforcée, entre couloir rhénan et axe Rhin-Rhône

La Région Mulhousienne dispose d'une accessibilité terrestre, aérienne et fluviale en constante amélioration, qui lui permet de s'insérer dans les flux mondialisés et d'attirer de nouvelles entreprises.

Ses réseaux routiers et autoroutiers sont très développés, en raison notamment du croisement de deux axes internationaux majeurs, l'A36 et l'A35 et de l'unique liaison routière directe d'Alsace avec l'A5 Allemande ou Ha-Fra-Ba (Hambourg-Frankfurt-Basel).

Son carrefour ferroviaire à fort potentiel transfrontalier offre des liaisons avec Strasbourg, Bâle et Belfort. Il bénéficie de temps de parcours réduits vers les destinations françaises depuis la mise en service du TGV Est en juin 2007. En outre, Mulhouse est la seule agglomération française à disposer d'un « ring » ferroviaire.

L'ouverture partielle d'une ligne transfrontalière entre Mulhouse, Mülheim et Freiburg préfigure d'autres interconnexions pour le transport de voyageurs, comme entre Mulhouse, Chalampé et Mülheim.

Mais le transport de fret par rail est pénalisé par un manque de connectivité locale et transfrontalière.

Exemple unique d'aéroport international transfrontalier, l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse devrait voir son attractivité renforcée à long terme par une desserte en TGV et en TER côté français.

L'EuroAirport est desservi par 20 compagnies aériennes qui assurent 70 vols réguliers par jour à destination de 50 aéroports répartis dans 15 pays.

L'agglomération est aussi connectée à l'artère fluviale la plus fréquentée au monde, grâce à un port accessible aux péniches de 3 000 tonnes et aux convois poussés de 8 000 tonnes, ainsi que par les infrastructures terrestres.

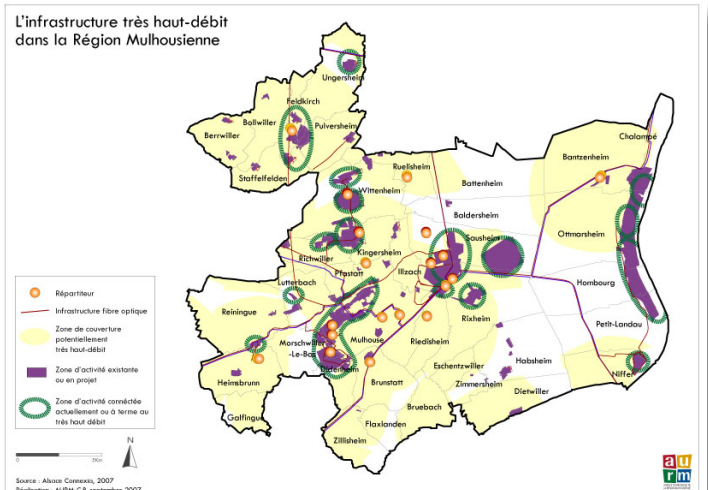
### Un potentiel d'implantations et d'extensions dans des zones d'activité en voie de modernisation

Les zones d'activité (ZA), situées à proximité des axes de communication stratégiques majeurs, offrent des possibilités de développement économique grâce aux réserves foncières prévues par le Schéma de cohérence territoriale (SCoT).

Alors que la couverture de la région en haut débit se profile, le raccordement progressif des ZA au très haut débit est prévu afin de permettre l'implantation d'activités à haute valeur ajoutée.

En 2008, le Wimax devrait permettre une couverture de 99% de l'Alsace par le haut débit hertzien.

Le raccordement direct des ZA aux réseaux de fibres optiques offrira un débit minimum de 100 Mbps (mégabits par seconde)



# jeune, dynamique et ouvert sur l'Europe

## Un cadre de vie inégalement attractif

### *Des communes résidentielles au Sud*

Les disparités de revenu et de qualification révèlent une résidentialisation accrue de la périphérie, principalement en seconde couronne et dans le Sud frontalier, dont l'attractivité est renforcée par les aménités paysagères. Certaines communes du Sud (Zimmersheim, Bruebach) possèdent même les plus hauts revenus d'Alsace.

En hausse sur la période 2000-2005, le revenu fiscal moyen est supérieur au revenu national moyen en raison notamment des salaires supérieurs des travailleurs transfrontaliers, qui appartiennent de plus en plus à la catégorie des cadres. Dans la deuxième couronne de l'agglomération, la fourchette des revenus fiscaux s'établit entre 21 000 et 25 000 €.

Des risques de segmentations spatiales résultent des pressions immobilières en périphérie qui limitent l'accession à la location ou à la propriété de ménages plus modestes, prêts à de plus longs déplacements quotidiens entre domicile et travail.

### *La ville centre en cours de transformation*

La ville centre doit profiter de l'effort porté sur la qualité urbaine depuis de nombreuses années et que l'arrivée du tramway a rendu plus visible encore. Après une baisse durant les travaux de 2004, la fréquentation du centre-ville a amorcé une reprise rapide. Les flux piétonniers semblent corroborés par des sondages qualitatifs allant dans le sens d'une meilleure perception.

L'impact positif du tramway devrait contribuer à un renouvellement de l'image de la Région Mulhousienne, en particulier aux yeux des investisseurs et des cadres.

La géographie socio-économique contrastée du territoire voit la ville centre concentrer les habitants les plus fragiles. L'augmentation du chômage et la précarisation de l'emploi induisent l'appauvrissement d'une frange croissante de la population, avec pour corollaire une vulnérabilité accrue des familles.



Photo AURM

## Une ouverture souvent synonyme de dépendances mais aussi d'opportunités

La Région Mulhousienne est plus exposée aux aléas de la conjoncture économique du fait de ses liens de subordination aux principaux centres de décision économiques français et européens. Jouer la carte du développement « exogène » en accueillant l'implantation de firmes multinationales (à l'instar de Toyota à Valenciennes) comporte une part de risque qui encourage à s'intéresser à la création et à la reprise d'entreprises locales à fort potentiel.

La proximité de l'Allemagne et surtout de la Suisse du Nord-Ouest et le différentiel frontalier en matière de salaires ont pu offrir des perspectives d'emploi et de revenu aux habitants. La diminution de l'emploi frontalier depuis 2001 (-5,1% en 2005 par rapport à 2004 vers la Suisse) souligne cependant une autre forme de dépendance économique et sociale du territoire.

Caractérisée par une population jeune et un niveau de formation de la main-d'œuvre dans la moyenne alsacienne, la Région Mulhousienne voit une partie de ses jeunes partir étudier dans les villes universitaires d'Alsace et du reste de la France, et une partie de ses cadres les plus qualifiés et des professions intermédiaires travailler dans l'agglomération bâloise.

## La Région Mulhousienne conserve son caractère industriel

### Un caractère industriel et l'influence persistante de PSA

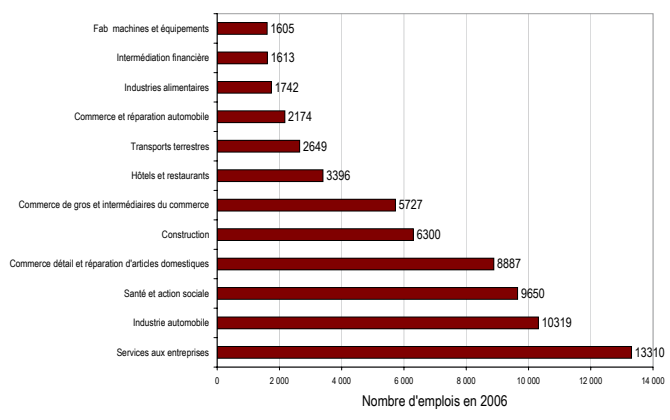
#### Une forte concentration de l'emploi industriel chez PSA et ses sous-traitants

Avec un effectif approché de 10 800 salariés, PSA demeure le premier employeur de l'agglomération. L'entreprise représente 60% des emplois des vingt principaux établissements privés.

La dépendance de l'emploi salarié privé vis-à-vis des principaux employeurs privés est toutefois moins forte qu'à Montbéliard, où PSA emploie le double de salariés dans une agglomération deux fois moins peuplée.

A Mulhouse, 31% des emplois privés relèvent de 20 principaux employeurs. A Montbéliard, cette proportion atteint 62%.

#### Les 12 branches d'activités les plus représentées



Source : UNEDIC 2006 (nomenclature NAF 60)

#### Chiffres clés :

La Région Mulhousienne concentre des établissements de taille moyenne et de grande taille.

- 5,2% d'établissements de 10 à 19 salariés, (3,7% à l'échelle nationale),
- 4,4% d'établissements de 20 à 99 salariés, (3% à l'échelle nationale).

Pourtant, ce tissu est menacé par le recul de l'activité industrielle, qui se traduit par une moindre propension à la reprise et à la réactivation. La dynamique de création d'établissements suit donc, pour chaque taille, les tendances régionales et nationales.

Pour compléter les analyses et déterminer les facteurs de développement de la Région Mulhousienne, des comparaisons ont été réalisées avec des agglomérations de taille semblables et/ou présentant une forte présence industrielle. Les agglomérations de Saint-Etienne, Montbéliard et Valenciennes ont ainsi été retenues.

### Un nécessaire développement des services

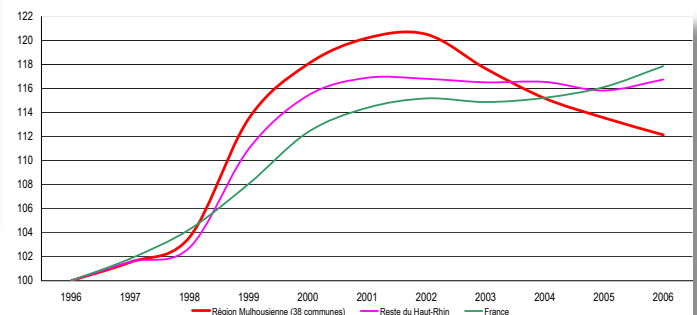
#### La fluctuation de l'emploi salarié privé en partie dépendante de la structure de l'emploi...

De 1996 à 2002, le bassin d'emploi de Mulhouse a connu des évolutions comparables au reste de la France.

De 2002 à 2006, on observe un net décrochage par rapport à la tendance nationale et au département du Haut-Rhin.

Cette baisse est aujourd'hui enrayée. Le nombre d'emplois comptabilisés dans le secteur privé aura pu se stabiliser ou s'être légèrement accru en 2007.

#### Evolution de l'emploi salarié privé entre 1996 et 2006



Source : UNEDIC

De fortes destructions d'emplois, notamment dans l'industrie, concentrées entre 2001 et 2005, placent d'autres agglomérations comparables comme Saint-Étienne et Montbéliard dans une situation similaire. Mais dans la Région Mulhousienne, la création d'emplois dans le secteur des services n'a pas complètement compensé les pertes industrielles.

## malgré la reconversion

De 1999 à 2006, l'emploi salarié privé avait baissé de 16,4% dans l'industrie et augmenté de 7% dans les services.

Par rapport à la moyenne française, on constate une légère sous-représentation des services, au profit de l'industrie et de la construction, témoignant de la transition entre un modèle industriel spécifique et un modèle diversifié largement répandu.

### ... mais amortie par le travail temporaire

L'organisation de la sous-traitance industrielle répercute habituellement les fluctuations de la conjoncture sur les salariés les plus précaires, embauchés comme intérimaires ou pour des contrats à durée déterminée (CDD). Souvent les moins qualifiés, ils servent de variable d'ajustement pour les établissements, en fonction par exemple du niveau des ventes de voitures fabriquées localement.

En 2006, le travail temporaire représente 50,3% des offres d'emplois enregistrées à l'ANPE pour le bassin d'emploi de Mulhouse, contre 46% pour la Région Alsace.

La proportion des offres d'emplois durables (supérieures à 6 mois) est à l'inverse de 42,4% contre 47% en Alsace.

La proportion d'offres de Contrats à Durée Indéterminée est sensiblement la même, avec respectivement 31% des offres dans le bassin d'emploi de Mulhouse et 33% en Alsace.

Désormais dominant, le secteur des services est également très lié aux effectifs du travail temporaire dans son évolution, en raison de la place des services aux entreprises. Pourtant, la part de l'agglomération dans les effectifs intérimaires du département est passée de 70% en 1999 à 45% en 2006, traduisant probablement une tendance généralisée au recours à ce type de contrats.

## Un mouvement de désindustrialisation au profit des services

Le tissu économique de la Région Mulhousienne se caractérise par une répartition des établissements, entre secteurs, conforme au reste de la Région et de la France, marquée par le recul de l'industrie au bénéfice des services. L'ampleur du mouvement de « désindustrialisation » mérite d'être nuancé, dans la mesure où les entreprises industrielles recourent de manière croissante aux services de prestataires extérieurs (« externalisation ») dont l'activité est alors comptabilisée dans le secteur tertiaire. En 2006, les services représentent 53% des établissements, le commerce 29%, la construction 9% et l'industrie 9%.

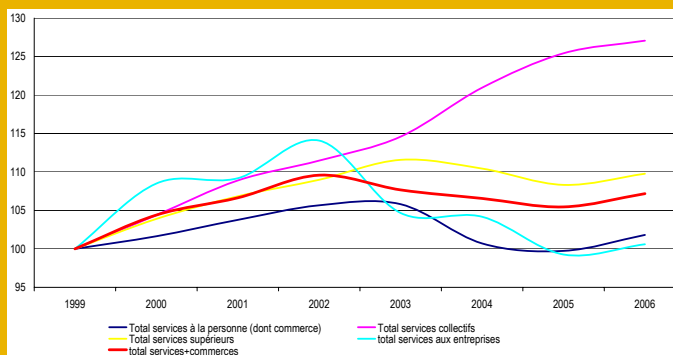
Entre 2004 et 2006, le nombre d'établissements de services a augmenté de +6,5% et celui des commerces de +4,2%.

En 2006, services et commerces représentent respectivement 48,9% et 32,2% des créations pures.

### Un double rôle de moteur de développement et de protection contre les variations conjoncturelles

Les services constituent des activités moins aisément délocalisables, qui jouent un rôle moteur dans le développement économique en étant désormais les premiers créateurs d'emplois.

#### Evolution du nombre d'emplois salariés privés dans le secteur des services entre 1999 et 2006



Source : UNEDIC

En témoignent les ZA à dominante services qui concentrent en 2006, 41 emplois à l'hectare, alors que la moyenne pour l'ensemble des zones est de 24 emplois / hectare. Certains centres commerciaux voient leurs aires de chalandise s'étendre à tout le Sud du département et sont d'importants pourvoyeurs d'emplois (Cora Wittenheim, Cora Dornach, Décathlon par exemple).

La Région Mulhousienne voit aussi se concentrer une partie de l'emploi dans le secteur des services collectifs, qui contribue à amortir la conjoncture. Il s'agit principalement des hôpitaux, établissements publics industriels et commerciaux, exploitants de transport urbains et de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. On peut aussi lui rattacher le secteur associatif, dont trois établissements concentrent à eux seuls 1 300 salariés (soutien aux handicapés mentaux, aide aux personnes âgées, insertion des personnes handicapées et/ou en difficulté).

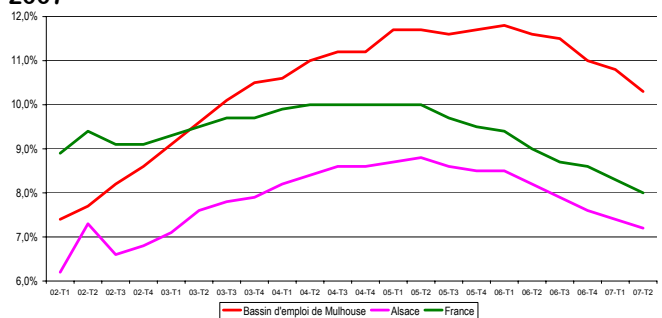
# Le développement économique et social repose avant tout sur des chômeurs de longue durée et la formation des

## Une amorce de reprise qui profite inégalement aux demandeurs d'emplois

### Une reprise du marché local du travail

Entre 2005 et 2006, l'écart entre la Région Mulhousienne et le reste de la France commence à se réduire grâce à une diminution du chômage. Les différentes catégories socio-professionnelles sont inégalement touchées.

### Evolution trimestrielle du taux de chômage de 2002 à 2007



Source : INSEE

### Des secteurs moteurs et des emplois paradoxalement en tension

Le chômage n'empêche pas certains métiers de se trouver en tension. Si l'on prend en compte le gonflement du nombre d'offres induit par le travail intérimaire, on assiste à l'accroissement des offres non pourvues dans le secteur des services. Il s'agit principalement du nettoyage de locaux et de surfaces et des interventions à domicile, mais aussi de l'hôtellerie-restauration, de la construction, ...

L'industrie est elle aussi concernée en raison des besoins spécifiques à la construction automobile. Parmi les 10 métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, celui d'agent de montage-assemblage de la construction mécanique représente 13% des offres enregistrées à l'ANPE en raison d'un fort « turn-over » sur des contrats de courte durée.

La part des cadres dans les demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 passe de 6,5% en 2002 à 4% en 2006.

Seuls 2,6% des demandeurs d'emplois de moins de 25 ans détiennent un diplôme supérieur au niveau bac+3.

### Des cadres et des diplômés plus vite réembauchés

Le nombre de cadres au chômage baisse dès 2004. Les cadres sont en effet moins fortement touchés par la reconversion du territoire et les fluctuations de la conjoncture économique. Ils font partie des catégories socio-professionnelles qui profitent le plus d'une reprise du marché local du travail. Il en va de même pour les jeunes diplômés. Tous bénéficient en outre d'une forte mobilité susceptible de leur offrir d'autres opportunités d'emploi en-dehors de la Région Mulhousienne.

## L'accompagnement des chômeurs de longue durée vers la réinsertion

### Une forte proportion de chômeurs de longue durée

Le chômage de longue durée s'est ancré dans le territoire, même s'il semble se stabiliser entre 2005 et 2006. Il concerne les actifs au chômage depuis plus d'un an et permet de distinguer le chômage structurel du chômage conjoncturel. En 2006, on compte un tiers de chômeurs de longue durée dans la région mulhousienne, soit près de la moitié des chômeurs de longue durée du département.

### La recherche d'une meilleure employabilité

La probabilité de retrouver un emploi diminue avec la durée du chômage, en particulier lorsque les employeurs y voient le signe d'une difficulté ou d'une incapacité à s'adapter à de nouvelles conditions de travail.

Si le nombre de chômeurs de longue durée dans le bassin d'emploi diminue légèrement entre 2005 et 2006, leur proportion dans le nombre total de chômeurs continue d'augmenter.

Le chômage de longue durée constitue donc un indicateur structurel de l'évolution de l'emploi. Et la réinsertion des chômeurs de longue durée passe par des formations adaptées au marché local du travail.

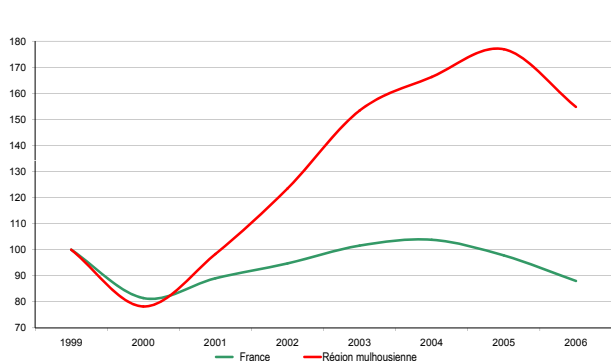
## le retour à l'emploi jeunes

### La formation des jeunes

*Les jeunes plus nombreux, plus durement touchés mais plus vite réinsérés.*

Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ont vu leur effectif s'accroître plus vite que dans le reste de la France à partir de 2001 mais leur nombre tend à diminuer depuis 2005. Si leur évolution suit la même dynamique structurelle que les chômeurs de longue durée, ils bénéficient les premiers du recul du chômage.

Evolution du nombre de chomeurs de moins de 25 ans (cat 1) entre 1999 et 2006.



Source : DRTEFP / DARES

Entre 2005 et 2006, le nombre de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans a diminué, de même que leur part dans le nombre total de demandeurs d'emplois.

En 2006, les 2 823 chômeurs de moins de 25 ans de catégorie 1 représentent 22,7% de l'ensemble des demandeurs d'emploi de fin de mois de catégorie 1.

La Maison de l'emploi et de la formation du pays de la région mulhousienne, labellisé le 17 juin 2005, conjugue 3 approches : le territoire, l'entreprise, le public et s'appuie sur 3 fonctions principales :



- l'observation, l'anticipation et l'adaptation du territoire
- l'accès et le retour à l'emploi des publics en difficulté
- le développement, la création et reprise d'entreprises

Elle vise à favoriser la création d'emploi en aidant les entreprises dans leurs projets et à favoriser le retour en emploi des demandeurs.

Elle travaille en réseau, avec les partenaires à ses projets, – ANPE, ASSEDIC, AFPA, Collectivités territoriales – services de l'Etat, PLIE, Missions Locales, Partenaires Economiques...

Pour en savoir plus :

<http://www.mef-mulhouse.fr>

## Interview



**Dominique HUARD,**

Directeur de la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la région mulhousienne

*Quel intérêt présente le travail d'observation sur l'économie, l'emploi et la formation, réalisé par l'Agence?*

un partenariat entre l'Etat, les collectivités et les milieux économiques et les partenaires sociaux.

D. H. : L'observation et l'anticipation font partie des fonctions principales de la Maison de l'Emploi. Il s'agit pour nous de disposer d'un outil efficace apte à analyser les caractéristiques du territoire et du marché de l'emploi, c'est-à-dire identifier quels sont les secteurs en développement, quels besoins de main d'œuvre, quels métiers et pour quelles qualifications.

Ces informations sont précieuses et méritent d'être partagées, puis mises à la disposition de nos partenaires.

**“ l'observation et l'anticipation ... missions principales des Maisons de l'Emploi ”**

*Qu'apporte une Maison de l'Emploi au territoire de la Région Mulhousienne ?*

D.H. : La maison de l'emploi est un lieu de pilotage de la politique locale de l'emploi. C'est aussi un espace de rencontre entre les acteurs de l'emploi pour faciliter le rapprochement entre l'activité économique, les entreprises et les demandeurs d'emplois. Sur un territoire en mutation comme l'est le Pays de la région mulhousienne, une meilleure fluidité du marché du travail ainsi qu'une meilleure adéquation entre activités économiques et main d'œuvre locale est fondamentale.

*Territorialisation de la politique de l'emploi, concrètement, qu'est ce que cela veut dire ?*

D.H. : Cela signifie qu'une politique de l'emploi ne trouve son efficacité qu'adaptée aux spécificités locales. Cela suppose aussi

## ...La formation des jeunes (suite de la p.7)

### Des formations à flexibiliser

Même s'ils ont tendance à être moins vulnérables face au chômage en étant diplômés, les jeunes semblent pénalisés par des formations souvent marquées par l'orientation industrielle du territoire. 54,1% des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans détiennent un CAP ou un BEP.

L'offre de formation, à destination de ce public, doit donc rechercher une meilleure adéquation avec le marché du travail local par une préoccupation constante de flexibilité des compétences.

## Redonner son attractivité à la Région Mulhousienne

La Région Mulhousienne s'affirme comme un territoire jeune, dynamique et ouvert sur l'Europe. Forte de son accessibilité et de ses complémentarités interrégionales et transfrontalières, elle présente de vrais atouts pour relever le défi de la compétition que se livrent aujourd'hui les territoires.

L'analyse réalisée par l'Agence tout en identifiant les phénomènes de précarisation qui touchent en priorité les actifs les moins qualifiés, a aussi mis en lumière les points forts de notre territoire et invite à se pencher sur la place de l'action publique en matière d'emploi et de formation.



Photo AURM

### Pour en savoir plus :

Les travaux réalisés dans le cadre de l'observatoire de l'Emploi, de l'Economie et de la Formation sont disponibles sous forme de 16 fiches thématiques et consultables en ligne sur le site de la MEF : [www.mef-mulhouse.fr](http://www.mef-mulhouse.fr)

## EN BREF

### Le SCoT de la Région Mulhousienne voté le 15 décembre 2007

Après 5 années de travail et quelques 120 réunions, le SCoT de la Région Mulhousienne a été voté le 15 décembre dernier. Temps fort pour la Région Mulhousienne, ce document évolutif, donne une vision partagée du développement du territoire qui regroupe les 38 communes du Pays de la Région Mulhousienne. Si l'élaboration technique du SCoT, réalisée par l'Agence a constitué une étape importante, les élus réunis lors du vote ont

souhaité souligner le nécessaire suivi du SCoT. Cette mission également confiée à notre Agence, permettra une veille régulière des indicateurs et une évaluation par le Syndicat Mixte d'ici 10 ans.

Pour en savoir plus, le prochain numéro de la «Lettre de l'Agence» sera consacrée au SCoT. Elle devrait paraître en février 2008.

#### Pour en savoir plus :

<http://www.scot-region-mulhousienne.org/>

## La Lettre

de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne

Lettre d'information éditée et imprimée par

L'Agence d'Urbanisme

de la Région Mulhousienne

33 Grand'Rue

68100 MULHOUSE

Tél : 03 89 45 90 00

Fax : 03 89 46 21 51

Directeur de la publication :

Reynald BAVAY

Directeur de la rédaction :

Cécile LEHR-COQUET

Rédaction : Ivonne POUSSIER - Reynald BAVAY

ISSN : 1255 - 7323

Dépot légal : à parution

Toute reproduction autorisée avec mention précise de la source et la référence exacte.